

En Europe et dans le monde on s'engage de plus en plus pour la recherche sans animaux

Comme vous le savez déjà, nos partenaires allemands Médecins contre l'expérimentation animale – Ärzte gegen Tierversuche ont créé la <u>nouvelle base de données permanente</u> <u>NAT concernant les méthodes de recherche sans expérimentation animale</u>.

« Ce projet unique en son genre a démarré avec 250 entrées de procédures développées dans le monde entier, complétées continuellement. Celles-ci seront accessibles en allemand et en anglais, afin que tous les publics puissent s'informer sur cette recherche innovante.

Le recueil couvre de nombreuses disciplines telles que l'oncologie, la toxicologie, le développement des médicaments, ainsi que diverses techniques telles que les organes sur puce, la bioimpression 3D, la recherche in silico (simulations informatiques).

Pour rappel : cette base de données inclut également les programmes de recherche soutenus et développés par Pro Anima.

Les **Pays-Bas** visent la fin de l'expérimentation animale dans le cadre des tests réglementaires d'ici 2025.

La **Norvège** a annoncé qu'elle va suivre ce bon exemple en élaborant un plan de sortie du modèle animal.

En **Italie**, début février 2020, le Conseil d'État a suspendu l'expérimentation sur les singes dans les universités de Turin et de Parme. Selon le juge : « Ceux qui expérimentent sur les animaux doivent prouver qu'il n'y a pas d'autre alternative ». C'est une superbe nouvelle pour les animaux, les activistes italiens et les associations, dont la **LAV** (Ligue Anti-Vivisection), qui ont poursuivi ces universités en justice et ont gagné leur procès. L'objection de conscience est d'ailleurs couramment pratiquée.

En **Belgique**, l'avant-projet consacré à l'encadrement de l'expérimentation animale suscite l'ire de l'ensemble des universités francophones et des entreprises.

En **Allemagne**, deux laboratoires du groupe LPT (clients de la plate-forme COVANCE – principal client de l'UNISTRA), ont fermé en 2020, suite à des manifestations géantes qui ont rassemblé jusqu'à 15 000 participants.

Le prochain but est évidemment de faire fermer le troisième et dernier laboratoire du groupe LPT ainsi que la plate-forme COVANCE.

Le président de l'**Institut allemand Robert Koch** (équivalent de notre Agence nationale de santé publique) <u>demande l'interdiction d'importer des animaux sauvages et des primates en particulier.</u>

Dans le Land de Westphalie-Palatinat, les universités ont l'obligation d'enseigner les méthodes substitutives à leurs étudiants et de plus en plus de laboratoires cessent leur activité devant la pression populaire.

Le 11 novembre 2020, la vétérinaire allemande Kathrin Herrmann, qui a fait des recherches à l'Université Johns Hopkins aux États-Unis, a été nommée par le Sénat pour soutenir les institutions qui développent et utilisent des méthodes substitutives innovantes dans le Land de Berlin. Elle a déclaré : « mon objectif et ma priorité sont que Berlin devienne la capitale de la recherche sans animaux ».

La Sarre se veut être un modèle pour la réduction de l'expérimentation animale. Pour le Parlement régional, l'objectif doit être de rendre l'expérimentation animale superflue à moyen terme grâce à des méthodes substitutives pour tester de nouveaux médicaments, les produits chimiques et de nouvelles possibilités thérapeutiques dans le cadre du projet nommé :

« **E-bio-Barriere** ». La région a décidé qu'il y aurait à l'avenir à l'université un poste d'état-major de coordination "Recherche sans expérimentation animale" et davantage d'offres de cours.

En **Autriche**, la **Danube Private University** (DPU) de Krems crée la première chaire du pays pour les alternatives à l'expérimentation animale. Précurseur dans ce domaine, cette université place ainsi l'Autriche dans le sillon d'un mouvement européen fort en faveur de l'accélération de la transition vers une innovation sans expérimentation animale dans la recherche, la réglementation et l'éducation.

En **Suède**, le célèbre **Institut Karolinska** <u>a publié un document de travail sur les nouvelles méthodes ne faisant pas appel à l'expérimentation animale</u>, qui vise clairement un changement de paradigme dans lequel l'expérimentation animale n'est plus considérée comme la "règle d'or". Le gouvernement suédois avait déjà annoncé qu'il pourrait devenir un leader mondial dans le domaine de la recherche sans animaux. Cette demande de méthodes de tests plus rapides, moins coûteuses et plus sûres est forte.

Pour l'Europe : en juin 2021, la <u>Direction européenne de la qualité du médicament (EDQM)</u> annonce vouloir supprimer totalement et définitivement les tests pyrogens sur lapins d'ici à cinq ans. Une consultation publique de six mois aura lieu en 2023.

Dans un communiqué de presse de septembre 2021, l'**Agence européenne des médicaments** (EMA) annonce, quant à elle, qu'elle <u>souhaite réduire les tests sur les animaux</u>.

En collaboration avec son propre **groupe de travail pour l'innovation** (ITF), l'Agence européenne du médicament veut aider l'industrie pharmaceutique à réduire toujours davantage et à remplacer les expériences sur les animaux, pour la recherche, la production et la phase de validation (d'essai) des médicaments. Elle considère comme une opportunité de pouvoir élaborer des outils plus précis, plus prédictifs, plus fiables, donc plus à même de protéger la santé humaine, animale et environnementale.

En septembre 2021, le <u>Parlement européen s'est prononcé, lors d'un vote à la quasi una-</u>nimité, en faveur d'une accélération de la transition vers l'innovation sans l'utilisation d'animaux dans la recherche, l'éducation et les tests réglementaires.

Le 21 juin 2022 s'est clôturée la consultation publique ouverte <u>par l'UE sur la révision du</u> Règlement sur les Produits Cosmétiques et à laquelle de nombreuses ONG européennes ont participé dont Pro Anima. L'adoption par la Commission européenne est prévue au 4ème trimestre 2022. Au regard de la révision proposée, un grand nombre d'avis demandait le renforcement de l'utilisation des méthodes non-animales bien établies pour évaluer les risques des produits chimiques. L'adoption du texte final est donc à surveiller.

Le 31 août 2022, l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) Save Cruelty Free Cosmetics/ End Animal Testing, regroupant des ONGs à travers toute l'Europe, dont Pro Anima, devenait historique en comptabilisant plus d'1 million 400 000 signatures et en faisant partie des six ICE ayant dépassé le million de signatures ; seuil requis pour saisir la Commission Européenne. Le décompte officiel devrait être rendu, par les institutions, avant la fin de l'année 2022.

Acronyme pour *Partnership for the Assessment of Risks from Chemicals* (ou Partenariat pour l'évaluation des risques des produits chimiques), *PARC* est un réseau développé sous l'égide du programme-cadre européen HORIZON EUROPE (2021-2027) qui vise, avec la participation des États membres (en collaboration avec les agences européennes et nationales de gestion des risques et des organismes publics de recherche) à soutenir la mise en œuvre d'activités de recherche et d'innovation en lien avec l'évaluation des risques liés aux produits chimiques.

Au niveau français, le réseau a été initié par l'ANSES et est animé par Santé Publique France. Un appel à expression d'intérêt est lancé en juin 2022 pour ouvrir le réseau français de PARC. Accepté en juillet 2022 en tant que partie prenante externe, le Comité scientifique Pro Anima a à cœur de participer à ce réseau regroupant les grands acteurs du secteur afin de contribuer à une évaluation toujours plus fiable des risques chimiques.

En **Suisse**, le 13 février 2022, une initiative populaire : « Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine » a été rejetée. Le Parlement et les représentants des partis politiques ont jugé la demande comme trop extrême, mais conviennent qu'il faut investir massivement pour le développement des méthodes substitutives.

Au **Royaume-Uni**, en 2019, le Wellcome Sanger Institute a cessé la vente d'animaux destinés aux laboratoires, pour se concentrer sur des techniques de pointe telles que les organoïdes et le projet Human Cell Atlas. Le Mammalian Genetics Unit a mis fin à son activité.

Aux **USA**, la clinique Mayo arrête l'utilisation des porcs vivants dans les formations médicales.

Fin mai 2022, par le biais d'une audience en comité, la **Chambre des représentants des États-Unis** adopte la <u>loi de modernisation de la FDA</u>. En septembre 2022, c'est au tour du **Sénat américain** d'adopter à l'unanimité cette loi bipartisane de modernisation de la FDA 2.0 qui a non seulement pour objectif de mettre fin aux mandats obsolètes d'expérimentation animale, mais aussi plus fondamentalement d'ouvrir la voie au développement de médicaments plus sûrs et sans recours à l'expérimentation animale.

En effet, en exigeant de la FDA la reconnaissance et l'utilisation des méthodes non-animales pour établir l'innocuité d'un médicament et prédire les réponses humaines aux nouveaux médicaments, cette directive conduira à des médicaments plus sûrs et plus efficaces pour la santé humaine et sans souffrance animale.

En **Australie occidentale**, l'Animal Resource Center (ARC), une plate-forme subventionnée par le gouvernement, qui fournit des souris et des rats aux laboratoires australiens et qui les exporte dans d'autres parties du monde, a récemment annoncé sa fermeture prochaine en raison de difficultés financières. Cette fermeture offre une opportunité unique à ce pays d'investir dans la recherche sans animaux.

SH

